

Numéro PLACE : SC3041

Mise à disposition d'un outil de veille technologique et stratégique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES/ DEADLINE FOR
SUBMISSION OF BIDS :**
20/10/2025 A/AT 12:00 (Heure de Paris/Paris Time)

DELAI DE VALIDITE DES OFFRES/ BID PERIOD OF VALIDITY : 6 MOIS/ 6 MONTHS

IMPORTANT

Le dépôt dématérialisé des candidatures et des offres est imposé. Toutefois, la signature électronique des documents n'est pas requise au stade du dépôt de l'offre.
Les offres qui ne respectent pas la date et l'heure limite de réception des offres ne seront pas analysées.

Electronic submission of applications and bids is compulsory. However, electronic signature of documents is not required at the offer submission stage.
Bids that do not respect the deadline for submission will not be analysed.

1. INFORMATIONS PRINCIPALES SUR LA CONSULTATION	KEY INFORMATION ABOUT THE CONSULTATION	3
1.1. Identification du Pouvoir Adjudicateur		3
1.2. Objet de la consultation et description succincte		3
1.3. Allotissement		4
1.4. Procédure de passation du marché public		4
1.5. Forme du marché public et estimation du montant du marché		4
1.6. Durée du marché public et délais d'exécution		4
1.7. Présentation des candidatures et des offres		5
1.8. Modalités d'analyse des candidatures et des offres		7
1.9. Documents à fournir par le soumissionnaire retenu		9
2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION	ADDITIONAL INFORMATION ABOUT THE CONSULTATION	11
2.1. Contenu et modifications du dossier de consultation des entreprises		11
2.2. Renseignements complémentaires		12
2.3. Développement durable		12
3. INFORMATION ADMINISTRATIVES GENERALES	GENERAL ADMINISTRATIVE INFORMATION	13
3.1. Modalités essentielles de financement et de paiement		13
3.2. Conditions de remise des plis dématérialisés		13
3.3. Confidentialité du candidat		17
3.4. Confidentialité de l'EFS et respect du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)		17

1. INFORMATIONS PRINCIPALES SUR LA CONSULTATION ABOUT THE CONSULTATION

KEY INFORMATION

1.1. Identification du Pouvoir Adjudicateur

<p>La présente Consultation est passée par : L'Etablissement Français du Sang – 20 avenue du Stade de France 93218 La Plaine Saint Denis.</p> <p>Il constitue un marché dans le cadre duquel le Siège de l'EFS émet seul des bons de commande.</p> <p>Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est le Président de l'Etablissement Français du Sang (EFS).</p>	<p>1.1. Identification of the Contracting Authority</p> <p>This Consultation is conducted by: L'Etablissement Français du Sang (French Blood Establishment) – 20 avenue du Stade de France 93218 La Plaine Saint Denis.</p> <p>It constitutes a contract under which the EFS Headquarters alone issues purchase orders.</p> <p>The representative of the Contracting Authority is the President of the French Blood Establishment (EFS).</p>
---	---

1.2. Objet de la consultation et description succincte

<p>Le marché a pour objet l'accès à un outil de veille en mode SaaS (Software As A Service). L'accès à un outil de veille en mode SaaS comporte des fonctionnalités et exigences techniques obligatoires et des fonctionnalités facultatives non-exclusives que l'EFS n'est pas engagé à commander au titulaire en cas de survenance du besoin.</p> <p>L'outil permettra la recherche d'informations à travers un moteur de recherche élaboré, avec possibilité d'effectuer des recherches avancées et accès à des filtres multi-niveaux, et la mise à disposition de sources d'informations, la sauvegarde de ces informations, la visualisation, l'analyse et l'export de contenus (en plusieurs formats possibles : pdf, excel, word, etc.) pour satisfaire aux besoins de surveillance des domaines d'intérêt.</p>	<p>1.2. Purpose of the consultation and brief description</p> <p>The purpose of the contract is to provide access to a SaaS (Software As A Service) monitoring tool. Access to a SaaS monitoring tool includes mandatory technical features and requirements and optional non-exclusive features that the EFS is not obliged to order from the contract holder should the need arise.</p> <p>The tool will enable information to be searched using a sophisticated search engine, with the possibility of performing advanced searches and access to multi-level filters, and the provision of information sources, the saving of this information, the visualisation, analysis and export of content (in several possible formats: PDF, Excel, Word, etc.) to meet the monitoring needs of areas of interest.</p>
--	---

1.3. Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie, la dévolution en lots risquant de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations attendues, en application des dispositions de l'article L.2113-11 du code de la commande publique.	1.3. Allocation This consultation is not divided into lots, as dividing it into lots could make it technically more difficult to perform the expected services, in accordance with the provisions of Article L.2113-11 of the Public Procurement Code.
--	--

1.4. Procédure de passation du marché public

La consultation est engagée sous la forme de l'appel d'offres ouvert, conformément à l'article L.2124-2 ainsi qu'aux articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.	1.4. Public procurement procedure The consultation is conducted in the form of an open tender, in accordance with Article L.2124-2 and Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 and R.2161-4 of the Public Procurement Code.
---	---

1.5. Forme du marché public et estimation du montant du marché

<p>Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.</p> <p>Cet accord-cadre est mono-attributaire.</p> <p>L'accord-cadre est conclu comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">Avec seulement un maximum de 400 000 euros HT (article R.2162-4 2° du code de la commande publique). <p>Le marché est estimé à 230 000€ HT pour une durée de 4 ans.</p>	1.5. Form of public procurement and estimation of the contract value The public contract resulting from this consultation constitutes a framework agreement executed by the issuance of purchase orders, in accordance with Article L.2125-1 1° and Articles R.2162-1 to R.2162-6, R.2162-13 and R.2162-14 of the Public Procurement Code. This framework agreement is single-source. The framework agreement is concluded as follows: <ul style="list-style-type: none">With a maximum of €400,000 excluding VAT (Article R.2162-4 2° of the Public Procurement Code). The contract is estimated at €230,000 excluding VAT for a period of four years.
---	--

1.6. Durée du marché public et délais d'exécution

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 2 ans.	1.6. Duration of the public contract and deadlines for completion
--	--

<p>A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement 2 fois pour une période de 1 an, selon les dispositions du CCAP.</p>	<p>The public contract takes effect from its date of notification for a firm period of 2 years.</p> <p>At the end of the initial period, the public contract may be renewed twice for a period of one year, in accordance with the provisions of the CCAP.</p>
---	--

1.7. Présentation des candidatures et des offres

<p>Les pièces de la candidature et de l'offre doivent être rédigées en français, ou traduites en langue française si elles émanent d'une autorité ou d'une entité étrangère.</p> <p>Le candidat devra fournir les pièces détaillées ci-après dans 2 dossiers distincts, l'un portant sur la candidature, l'autre sur l'offre.</p> <p>1.7.1 Forme des candidatures</p> <p>Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R.2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.</p> <p>Par ailleurs, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement dans le cadre du marché.</p> <p>De plus, un même candidat ne peut agir à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni être membre de plusieurs groupements.</p> <p>1.7.2 Modalité de remise des candidatures</p> <p>Pour présenter ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, le candidat est invité à fournir ces renseignements au travers du formulaire type DC2. Ce dernier est dûment rempli par le candidat. Il est complété par un ou des documents relatifs aux moyens et références du candidat ainsi qu'un ou des documents relatifs aux attestations et certification de la capacité professionnelle.</p> <p>Par attestations et certification de la capacité professionnelle, il faut comprendre, soit des certificats de qualifications professionnelles (identifications ou certificats délivrés par des organismes professionnels) soit des certificats de qualité (certificat attribué par un organisme certificateur ou</p>	<p>1.7. Submission of applications and tenders</p> <p>The application and tender documents must be written in French, or translated into French if they originate from a foreign authority or entity.</p> <p>The candidate must provide the documents detailed below in two separate files, one for the application and the other for the tender.</p> <p>1.7.1 Form of applications</p> <p>Operators may submit individual applications or, in accordance with the provisions of Article R.2142-19 of the Public Procurement Code, in the form of a group application.</p> <p>Furthermore, the same economic operator may not be the representative of more than one group in the context of the contract.</p> <p>In addition, the same candidate may not act both as an individual candidate and as a member of one or more groups, nor may they be a member of several groups.</p> <p>1.7.2 Application submission procedure</p> <p>To demonstrate their economic, financial, technical and professional capabilities, candidates are requested to provide this information using the DC2 form. This form must be duly completed by the candidate. It must be accompanied by one or more documents relating to the candidate's resources and references, as well as one or more documents relating to attestations and certification of professional capability.</p> <p>Certificates and certifications of professional capacity refer to either professional qualification certificates (identifications or certificates issued by professional bodies) or quality certificates (certificates awarded by a certifying</p>
--	---

<p>attestant de l'existence d'un manuel de qualité et de procédures, Norme de la série NF-EN-ISO 9001, 9002, 9003 ou équivalent).</p> <p>Les formulaires DC1 et DC2 demandés ci-après sont disponibles sur le site Internet suivant : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</p> <p>Le candidat peut, en lieu et place des documents DC1 et DC2, présenter sa candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), obligatoirement rédigé en français. Ce formulaire est à renseigner via l'adresse suivante : https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer</p> <p><i>Dîtes le nous une fois !</i> : Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Le candidat doit simplement indiquer le numéro d'affaire pour lequel il a soumissionné, le lot, le cas échéant, ainsi que les pièces administratives concernées.</p> <p>Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant, ce dernier doit fournir le DC4 https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat. Il doit par ailleurs fournir les pièces relatives aux capacités économiques, financières, techniques et professionnelles ci-après.</p> <p>Enfin, le soumissionnaire peut également fournir, dès sa candidature, l'ensemble des pièces demandées à l'article 1.12 du présent Règlement de la Consultation. Ceci permettra à l'EFS d'accélérer la phase d'attribution du futur marché public.</p> <p>1.7.3 Pièces de la candidature et de l'offre</p> <p>Chaque candidat qu'il soumissionne seul ou en étant membre d'un groupement, doit produire les pièces suivantes :</p> <p>Pour la candidature :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Le formulaire type DC1, dûment rempli. Le cas échéant, en cas de groupement, il sera fourni un DC1 unique pour tous les membres dudit groupement. 2- Le formulaire DC2, dûment rempli qui présentera : <ul style="list-style-type: none"> ○ Concernant la capacité économique et financière : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global 	<p>body or attesting to the existence of a quality manual and procedures, NF-EN-ISO 9001, 9002, 9003 or equivalent).</p> <p>The DC1 and DC2 forms requested below are available on the following website: http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</p> <p>Instead of forms DC1 and DC2, candidates may submit their application in the form of the European Single Procurement Document (ESPD), which must be completed in French. This form can be completed at the following address: https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer</p> <p>Tell us once! : The candidate is not required to provide documents and information that have already been submitted during a previous consultation and remain valid. The candidate must simply indicate the case number for which they have submitted a bid, the lot, if applicable, and the relevant administrative documents.</p> <p>If the candidate wishes to declare a subcontractor, the latter must provide the DC4 form (https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat). They must also provide the documents relating to the economic, financial, technical and professional capacities listed below.</p> <p>Finally, the bidder may also provide, at the time of application, all the documents requested in Article 1.12 of these Consultation Rules. This will enable the EFS to speed up the award phase of the future public contract.</p> <p>1.7.3 Application and tender documents</p> <p>Each candidate, whether bidding alone or as part of a consortium, must submit the following documents:</p> <p>For the application:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- The DC1 form, duly completed. Where applicable, in the case of a consortium, a single DC1 form shall be provided for all members of the consortium. 2- Form DC2, duly completed, which shall include: <ul style="list-style-type: none"> ○ Regarding economic and financial capacity: A statement of the candidate's total annual turnover and, where applicable, the turnover of the area of activity covered by this contract, for the last three financial years available/for the last year, depending on the date of creation of the company or the start of activity of the economic
---	--

<p>du candidat et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du présent marché, sur les trois derniers exercices disponibles/ pour la dernière année, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Concernant la Capacité technique et professionnelle : une présentation d'une liste des principales livraisons effectuées et/ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années/pour la dernière année (références professionnelles), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. ○ Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra fournir la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ou devra prouver par tout moyen qu'il bénéficie d'un plan de redressement. <p>3- Attestation sur l'honneur relative "aux sanctions russes"</p> <p><u>Pour l'offre :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1- L'acte d'engagement pré-rempli et si possible signé électroniquement ; 2- Le RIB/IBAN du compte sur lequel seront effectués les paiements et qui figurera à l'Acte d'Engagement 3- L'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) 4- Proposition technique comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ○ Cadre de réponse technique ○ Mémoire technique 	<p>operator, insofar as information on these turnovers is available; if the candidate is objectively unable to provide this information, they may prove their capacity by any other document considered equivalent.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Regarding technical and professional capacity: a list of the main deliveries made and/or main services provided over the last three years/for the last year (professional references), indicating the amount, date and public or private recipient. These deliveries and services shall be proven by certificates from the recipient or, failing that, by a declaration from the economic operator. ○ If the candidate is in receivership, they must provide a copy of the judgment(s) authorising them to continue their activity or must prove by any means that they are benefiting from a recovery plan. <p>3- Sworn statement relating to 'Russian sanctions'</p> <p><u>For the bid:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1- The pre-filled commitment form, signed electronically if possible; 2- The bank account details (RIB/IBAN) for the account to which payments will be made, as indicated on the commitment form 3- The financial appendix to the commitment form (BPU) 4- Technical proposal including: <ul style="list-style-type: none"> ○ Technical response framework ○ Technical memorandum
---	---

1.8. Modalités d'analyse des candidatures et des offres

1.8.1 Examen des candidatures	1.8. Procedures for analysing applications and bids 1.8.1 Review of applications
-------------------------------	--

<p>Avant de procéder à l'examen et à la sélection des candidatures, si l'EFS constate que des pièces visées à l'article susmentionné du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.</p> <p>Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidatures sur la plateforme PLACE.</p> <p>Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.</p> <p>Les garanties professionnelles, techniques et financières des candidats sont contrôlées par l'EFS.</p> <p>Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, l'examen des candidatures pourra intervenir à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.</p> <p>1.8.2 Jugement des offres</p> <p>Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et suivants du code de la commande publique.</p> <p>Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code de la commande publique sont éliminées.</p> <p>Toutefois, l'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.</p> <p>La régularité et l'acceptabilité des offres seront appréciées au regard des éléments de conformité mentionnés ci-dessous.</p> <p>Après élimination des offres inappropriées, et irrégulières ou inacceptables, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération.</p> <p>1- Critère Valeur technique (50%) : Sous-critères :</p>	<p>Before reviewing and selecting applications, if the EFS finds that any of the documents referred to in the above-mentioned article of these consultation rules are missing or incomplete, it may decide to ask the applicants concerned to produce or complete these documents within a maximum of three working days.</p> <p>Candidates must submit their additional application documents on the PLACE platform.</p> <p>Applications are then reviewed in accordance with the provisions of Articles R.2144-1 to R.2144-7 of the Public Procurement Code.</p> <p>The professional, technical and financial guarantees of the candidates are checked by the EFS.</p> <p>In accordance with Article R.2144-3 of the Public Procurement Code, applications may be reviewed at any time during the procedure and at the latest before the public contract is awarded.</p> <p>1.8.2 Evaluation of tenders</p> <p>Tenders shall be evaluated in accordance with the conditions set out in Articles R.2152-1 et seq. of the Public Procurement Code.</p> <p>Tenders that are inappropriate, irregular or unacceptable within the meaning of Articles L.2152-2 to L.2152-4 of the Public Procurement Code shall be eliminated.</p> <p>However, the purchaser may invite candidates to regularise irregular tenders provided that they are not abnormally low and that such regularisation does not have the effect of altering the substantial characteristics of the tenders.</p> <p>The regularity and acceptability of bids will be assessed in light of the compliance criteria listed below.</p> <p>After eliminating inappropriate, irregular or unacceptable bids, the contract will be awarded to the candidate who submitted the most economically advantageous bid, assessed according to the criteria listed below and their weighting.</p> <p>1- Technical value criterion (50%):</p>
--	--

<ul style="list-style-type: none"> - Couverture périmètre demandé au CCTP (10%) ; - Fréquence d'actualisation des données (5%) ; - Ergonomie & Facilité d'utilisation (10%) ; - Diversité des représentations visuelle des résultats (5%) ; - Pertinence & finesse des analyses sur la base de cas pratiques fictifs de recherche (20% - décomposés en 10% par cas pratique). <p>2- Critère Prix (50%), sur la base d'un Bordereau des Prix Unitaires, en format Excel, à compléter.</p> <p><u>Méthode de notation</u></p> <p><u>Pour le critère prix :</u></p> <p>Les candidats sont notés de la manière suivante :</p> $\frac{50 \times \text{Prix moins disant}}{\text{Prix du candidat noté}}$ <p>L'analyse financière est effectuée sur la base d'une simulation financière non transmise dans le cadre de la procédure.</p> <p><u>Pour le critère valeur technique :</u></p> <p>Les sous critères sont notés de la façon suivante :</p> <p>Satisfaisant : 100% de la note Acceptable : 75% de la note Moyen : 50% de la note Insuffisant : 25% de la note Inexistant : 0% de la note</p>	<p>Sub-criteria:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coverage of the scope requested in the CCTP (10%); - Frequency of data updates (5%); - Ergonomics & ease of use (10%); - Diversity of visual representations of results (5%); - Relevance & sophistication of analyses based on fictitious practical research cases (20%). <p>2- Price criterion (50%), based on a Unit Price List, in Excel format, to be completed.</p> <p><u>Scoring method</u></p> <p><u>For the price criterion:</u></p> <p>Candidates are scored as follows:</p> $\frac{50 \times \text{Lowest price}}{\text{Candidate's price scored}}$ <p>The financial analysis is based on a financial simulation that was not submitted as part of the procedure.</p> <p><u>For the technical value criterion:</u></p> <p>The sub-criteria are scored as follows:</p> <p>Satisfactory: 100% of the score Acceptable: 75% of the score Average: 50% of the score Unsatisfactory: 25% of the score Non-existent: 0% of the score</p>
--	---

1.9. Documents à fournir par le soumissionnaire retenu

1.9.1 Attestations fiscales et sociales	1.9. Documents to be provided by the successful bidder
---	--

<p>Si le candidat est établi en France :</p> <p>Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents ou informations suivants datant de moins de moins de 6 mois :</p> <p>a) Un numéro unique d'identification (SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations relatives à l'immatriculation de l'entreprise au RCS ou au répertoire des métiers via le site internet suivant : https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/ ;</p> <p>b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;</p> <p>c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.</p> <p>Si le candidat est établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.</p> <p>1.9.2 Les certificats délivrés par les administrations et services compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations sociales et fiscales</p> <p>L'attributaire doit fournir les documents, datant de moins de six (6) mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public (la situation de l'entreprise est appréciée au dernier jour du mois qui précède la demande de l'EFS).</p> <p>Pour respecter cette obligation, l'attributaire doit fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'Urssaf • une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) et qui peut être obtenue : <ul style="list-style-type: none"> ○ en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA, ○ auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment 	<p>1.9.1 Tax and social security certificates</p> <p>If the candidate is established in France:</p> <p>Where the co-contractor is required to be registered in the Trade and Companies Register (RCS) or the Trades Register, or where the profession is regulated, one of the following documents or pieces of information dated within the last six months:</p> <p>a) A unique identification number (SIREN) enabling the purchaser to access information relating to the company's registration in the RCS or the trades register via the following website: https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/;</p> <p>b) A quote, advertising document or business correspondence, provided that it includes the name or company name, full address and registration number in the Trade and Companies Register or the Trades Register or a list or table of a professional association, or the reference of the approval issued by the competent authority;</p> <p>c) A receipt for the filing of a declaration with a business formalities centre for persons in the process of registration.</p> <p>If the candidate is established in another State, the documents required are those specified in Articles D. 8222-7 and D. 8222-8 of the Labour Code.</p> <p>1.9.2 Certificates issued by the relevant authorities and departments proving that the candidate has fulfilled their social security and tax obligations</p> <p>The successful bidder must provide documents, dated within the last six (6) months, certifying that they are up to date with their social security obligations (payment of social security contributions) to Urssaf and the payment of taxes and duties owed to the Treasury (the company's situation is assessed on the last day of the month preceding the EFS request).</p> <p>To comply with this obligation, the beneficiary must provide:</p> <ul style="list-style-type: none"> • a certificate of vigilance issued online on the Urssaf website • a tax certificate proving that their tax situation is in order (payment of VAT and income or corporation tax), which can be obtained: <ul style="list-style-type: none"> ○ online via the tax account (professional subscriber area) for companies that are subject to corporation tax and VAT, ○ from the tax office using form no. 3666 for companies subject to income tax, in particular sole traders (craftsmen, self-employed entrepreneurs, etc.)
---	--

<p>les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur, etc.)</p> <p>Pour les candidats établis dans un autre Etat, il s'agit des attestations délivrées par les autorités compétentes du pays, et accompagnée d'une traduction en français.</p> <p>Le défaut de réception de ces pièces et certificats, par l'EFS, dans le délai imparti, entraîne le rejet de l'offre du candidat. L'EFS présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres établi après application des critères de choix des offres.</p> <p>1.9.3 La liste des salariés étrangers qu'emploie le candidat et soumis à autorisation de travail en vertu de l'article D. 8254-2 du code du travail ou, si le candidat est établi à l'étranger, de l'article D. 8254-3 du code du travail.</p> <p>L'attributaire doit également fournir une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche, le type et le numéro de l'autorisation de travail.</p>	<p>For candidates established in another country, these are certificates issued by the competent authorities of that country, accompanied by a translation into French.</p> <p>Failure to receive these documents and certificates by the EFS within the specified time limit will result in the rejection of the candidate's bid. The EFS will then submit the same request to the next candidate in the ranking of bids established after applying the bid selection criteria.</p> <p>1.9.3 The list of foreign employees employed by the candidate and subject to work permits pursuant to Article D. 8254-2 of the Labour Code or, if the candidate is based abroad, Article D. 8254-3 of the Labour Code.</p> <p>The successful bidder must also provide a list of the names of foreign workers, specifying their nationality, date of hire, and the type and number of their work permit.</p>
---	---

2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION INFORMATION ABOUT THE CONSULTATION

ADDITIONAL

2.1. Contenu et modifications du dossier de consultation des entreprises

<p>Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le présent règlement de la consultation (RC) auquel est jointe la grille des éléments de conformité et des critères de sélection des offres ; - l'acte d'engagement (AE) ; - le bordereau des prix unitaires ou la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe financière à l'acte d'engagement) (BP, BPU ou DPGF) ; - le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ; - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ; - le cadre de réponse du mémoire technique ; - Les formulaires DC1, DC2 et DC4 (si sous-traitance autorisée) ; 	<p>2.1. Content and amendments to the tender documentation</p> <p>The consultation file for companies (DCE) consists of the following documents:</p> <ul style="list-style-type: none"> - these consultation rules (RC), to which the compliance checklist and bid selection criteria are attached; - the commitment document (AE); - the unit price schedule or breakdown of the overall and fixed price (financial appendix to the commitment document) (BP, BPU or DPGF); - the special administrative clauses (CCAP) and its appendices; - the special technical clauses (CCTP) and its appendices; - the technical memorandum response framework; - Forms DC1, DC2 and DC4 (if subcontracting is authorised); - The sworn statement relating to 'Russian sanctions'.
---	--

<p>- L'attestation sur l'honneur relative "aux sanctions russes".</p> <p>L'EFS se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir émettre aucune réclamation.</p> <p>Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.</p> <p>Les candidats sont donc invités à s'identifier lors du retrait du dossier de consultation afin qu'ils puissent être informés des modifications apportées au dossier de consultation.</p>	<p>The EFS reserves the right to make minor changes to the consultation file no later than 6 days before the deadline for submission of tenders. Candidates must respond on the basis of the amended file, without being able to make any claims.</p> <p>If, during the candidates' review of the file, the deadline for submission of tenders is postponed, the above provision shall apply in accordance with the new date.</p> <p>Candidates are therefore invited to identify themselves when collecting the consultation file so that they can be informed of any changes made to the consultation file.</p>
---	---

2.2. Renseignements complémentaires

<p>Les demandes de renseignement complémentaire doivent être adressées par voie électronique, au plus tard 10 jours francs avant la date limite de remise des offres, sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse URL suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr et à la rubrique correspondant à la consultation.</p> <p>Le candidat devra joindre un fichier, à l'appui de sa demande, si celle-ci dépasse les 250 caractères, limite de l'espace de saisie de la plateforme. Les réponses aux renseignements complémentaires seront communiquées par l'EFS, au plus tard 6 jours francs avant la date limite de remise des offres.</p>	<p>2.2. Additional information</p> <p>Requests for additional information must be sent electronically, no later than 10 clear days before the deadline for submission of tenders, via the PLACE electronic platform at the following URL: https://www.marches-publics.gouv.fr, under the section corresponding to the consultation.</p> <p>Candidates must attach a file in support of their request if it exceeds 250 characters, which is the limit for the platform's input field. Responses to requests for additional information will be communicated by the EFS no later than 6 clear days before the deadline for submission of tenders.</p>
--	---

2.3. Développement durable

<p>Les candidats sont informés que l'EFS est engagé dans une politique Responsable, Sociale et Environnementale. Dans ce cadre, la présente consultation comporte des conditions d'exécution de Développement Durable.</p>	<p>2.3. Sustainable development</p> <p>Candidates are informed that EFS is committed to a Responsible, Social and Environmental policy. In this context, this consultation includes conditions for the implementation of Sustainable Development.</p>
--	--

3. INFORMATION ADMINISTRATIVES GENERALES INFORMATION

GENERAL ADMINISTRATIVE

3.1. Modalités essentielles de financement et de paiement

<p>Le mode de règlement du marché choisi par l'EFS est le virement. Les offres seront établies en euros.</p> <p>Le délai global de paiement est de 60 jours pour l'EFS conformément aux règles de la comptabilité publique et aux dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique.</p> <p>L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans les pièces du marché, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.</p> <p>Le marché public est financé par les fonds propres de l'EFS.</p>	<p>3.1. Essential terms of financing and payment</p> <p>The payment method chosen by the EFS is bank transfer. Bids shall be submitted in euros.</p> <p>The overall payment period is 60 days for the EFS in accordance with public accounting rules and the provisions of Articles R.2191-1 to R.2191-63 of the Public Procurement Code.</p> <p>Candidates' attention is drawn to the fact that if they wish to waive the benefits of the advance payment provided for in the contract documents, they must specify this in the commitment document.</p> <p>The public contract is financed by the EFS's own funds.</p>
--	---

3.2. Conditions de remise des plis dématérialisés

<p>Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, les plis doivent obligatoirement être remis par voie dématérialisée, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.</p> <p>3.2.1 Configuration des postes et pré-requis techniques</p> <p>La remise d'une réponse électronique nécessite une configuration spécifique du poste de travail. Les candidats sont invités à vérifier les pré-requis techniques en réalisant un « test de configuration du poste de travail » disponible sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.DiagnosticPoste</p> <p>En cas d'utilisation d'un système anti spam, les candidats doivent désactiver ce système ou intégrer l'adresse « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » dans les listes blanches de leur outil anti-spam.</p>	<p>3.2. Conditions for submitting electronic bids</p> <p>In accordance with Article R.2132-7 of the Public Procurement Code, bids must be submitted electronically to the following address: www.marches-publics.gouv.fr.</p> <p>3.2.1 Workstation configuration and technical requirements</p> <p>Submitting an electronic response requires a specific workstation configuration. Candidates are invited to check the technical requirements by performing a 'workstation configuration test' available on the PLACE platform at the following address: https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.DiagnosticPoste</p>
--	---

<p>3.2.2 Signature électronique</p> <p>La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt de l'offre dans le cadre de cette consultation.</p> <p>Toutefois, les candidats qui souhaitent signer leur offre dès son dépôt, suivent les instructions ci-après.</p> <p>La signature électronique doit alors être effectuée conformément aux conditions indiquées dans l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (annexe 15 au code de la commande publique).</p> <p>Le candidat utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.</p> <p>Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026106275).</p> <p>La signature électronique doit être apposée sur chaque document demandé pris individuellement et non sur l'enveloppe ou le dossier qui les contient.</p> <p>Dans le cas de candidatures groupées conformément à l'article R.2142-23 du code de la commande publique, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement.</p> <p>3.2.3 Précisions relatives aux documents électroniques remis</p> <p>Les fichiers des candidats devront, sous peine d'irrecevabilité, être transmis dans des formats largement disponibles (.zip; Word, Excel, PowerPoint, Access (Pack Microsoft) PDF Acrobat ...). En outre, il n'est pas recommandé aux candidats d'utiliser des fichiers au format « .exe ».</p> <p>Les candidats sont invités à limiter le poids informatique des pièces transmises (150 Mo), et notamment les certificats de capacité ou le mémoire technique. Il est également fortement recommandé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dissocier les fiches techniques du mémoire technique ; 	<p>If using an anti-spam system, candidates must disable this system or add the address 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' to the whitelist of their anti-spam tool.</p> <p>3.2.2 Electronic signature</p> <p>The electronic signature of documents is not required at the stage of submitting the bid in the context of this consultation.</p> <p>However, candidates who wish to sign their bid upon submission should follow the instructions below.</p> <p>The electronic signature must then be made in accordance with the conditions set out in the decree of 22 March 2019 on the electronic signature of public procurement contracts (Annex 15 to the Public Procurement Code).</p> <p>The candidate uses the electronic signature creation device of their choice. If the tenderer does not use the PLACE signature tool, they shall provide the procedure for verifying the validity of the signature in accordance with the decree of 15 June 2012 (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026106275).</p> <p>The electronic signature must be affixed to each individual document requested and not to the envelope or file containing them.</p> <p>In the case of joint applications in accordance with Article R.2142-23 of the Public Procurement Code, the representative of the group shall ensure the security and authenticity of the information transmitted on behalf of the members of the group. If the representative of the group is not authorised to represent all the economic operators in the group, all documents must be signed by all members of the group.</p> <p>3.2.3 Details regarding electronic documents submitted</p> <p>Candidates' files must be submitted in widely available formats (.zip; Word, Excel, PowerPoint, Access (Microsoft Pack) PDF Acrobat, etc.) or they will be deemed inadmissible. Furthermore, candidates are advised not to use files in '.exe' format.</p> <p>Candidates are asked to limit the file size of the documents they submit (150 MB), particularly certificates of competence and technical reports. It is also strongly recommended that you:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Separate technical data sheets from technical reports;
--	--

<ul style="list-style-type: none"> - Eviter des intitulés trop longs ; - Démultiplier les dossiers et sous dossiers ; <p>Les deux derniers points sont importants pour éviter tout « bug » informatique potentiel.</p> <p>Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Fichier avec les pièces administratives • N° de la consultation _CAND_DC1 • N° de la consultation _CAND_DC2 • N° de la consultation _CAND_SITU_JURI • N° de la consultation _CAND_CAPA_ECO_FINAN • N° de la consultation _CAND_CAPA_TECH_PRO • N° de la consultation _ATTEST_FISC_SOC_ASS_AUTRES • 2 Fichier avec les pièces de l'offre (par lot) • N° de la consultation _OFFRE_AE • N° de la consultation _OFFRE_DPGF_BPU-BP • N° de la consultation _OFFRE_MEMO_TECH • N° de la consultation _OFFRE_FICH_TECH • N° de la consultation _OFFRE_ATTES_VISITE • N° de la consultation _OFFRE_AUTRES <h3>3.2.4 Assistance au dépôt électronique</h3> <p>Les candidats peuvent consulter la rubrique Aide à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr</p> <p>Le guide d'utilisation de la plateforme est disponible sur cet onglet.</p> <p>En outre, en cas de question ou difficulté particulière rencontrée sur la plateforme, la création d'une demande d'assistance en ligne est un prérequis obligatoire pour contacter le support téléphonique. Un message de confirmation vous sera transmis alors avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support.</p> <h3>3.2.5 Modalités de dépôt des plis</h3> <p>La transmission des plis par voie électronique se fait uniquement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Avoid overly long titles; - Create multiple folders and subfolders; <p>The last two points are important in order to avoid any potential computer bugs. In order to facilitate the processing of electronic bids under the best conditions, candidates are asked to comply, if possible, with the following file naming conventions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 File with administrative documents • Consultation number _CAND_DC1 • Consultation number _CAND_DC2 • Consultation no. _CAND_SITU_JURI • Consultation no. _CAND_CAPA_ECO_FINAN • Consultation no. _CAND_CAPA_TECH_PRO • Consultation no. _ATTEST_FISC_SOC_ASS_AUTRES • 2 files containing the tender documents (by batch) • Consultation no. _OFFRE_AE • Consultation no. _OFFRE_DPGF_BPU-BP • Consultation no. _OFFRE_MEMO_TECH • Consultation no. _OFFRE_FICH_TECH • Consultation no. _OFFRE_ATTES_VISITE • Consultation no. _OFFRE_AUTRES <h3>3.2.4 Assistance with electronic submission</h3> <p>Candidates can consult the Help section at the following address: https://www.marches-publics.gouv.fr</p> <p>The platform user guide is available on this tab.</p> <p>In addition, if you have any questions or encounter any particular difficulties on the platform, you must first create an online support request before contacting the telephone support service. You will then receive a confirmation message with the support request reference number and the support service telephone number.</p> <h3>3.2.5 How to submit bids</h3>
---	--

<p>https://www.marches-publics.gouv.fr</p> <p>Les candidats sont invités à se préparer au dépôt des plis en réalisant au préalable une consultation de test sur la plateforme PLACE.</p> <p>https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&orgTest</p> <p>Ils doivent également anticiper leur dépôt dans la mesure où la date limite de remise des offres s'apprécie à la date de fin de transmission du dernier fichier.</p> <p>Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.</p> <p>Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.</p> <p>En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.</p> <p>De ce fait, si le marché public est alloté, les lots doivent être déposés simultanément.</p> <p>Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.</p> <p>3.2.6 Copie de sauvegarde</p> <p>Les soumissionnaires peuvent, dans les délais impartis, adresser à l'EFS une copie de sauvegarde des documents de leur offre.</p> <p>Dans ce cas, les soumissionnaires peuvent envoyer leur copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier dans les conditions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde, ne pas ouvrir par le service courrier » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. 2) La copie de sauvegarde doit être adressée, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit avec remise contre récépissé à l'adresse du 	<p>Bids may only be submitted electronically via the contracting authority's buyer profile at the following URL: https://www.marches-publics.gouv.fr</p> <p>Candidates are invited to prepare for the submission of bids by first conducting a test consultation on the PLACE platform. https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&orgTest</p> <p>They must also plan ahead for their submission, as the deadline for submitting bids is based on the date of transmission of the last file.</p> <p>The envelope must contain two separate files, one containing the application documents and the other containing the bid documents as defined in these consultation rules.</p> <p>Each transmission will be given a definite date of receipt and an electronic acknowledgement of receipt. For this purpose, the reference time zone is (GMT+01:00) Paris, Brussels, Copenhagen, Madrid. The envelope will be considered 'late' if the download is completed after the deadline for receipt of bids.</p> <p>In the event of successive submissions, only the last response submitted before the deadline for submission of bids will be accepted.</p> <p>Therefore, if the public contract is divided into lots, the lots must be submitted simultaneously.</p> <p>The costs of accessing the network are borne by each candidate.</p> <p>3.2.6 Backup copy</p> <p>Bidders may, within the specified time limit, send the EFS a backup copy of their tender documents.</p> <p>In this case, tenderers may send their backup copy on a physical electronic medium (CD-ROM, DVD-ROM, USB stick) or on paper under the following conditions:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) This copy must be placed in an envelope marked 'backup copy, not to be opened by the mail service' and bearing the name of the candidate and the identification of the procedure concerned.
--	--

<p>pouvoir adjudicateur mentionnée à l'article 1.1 du présent RC en indiquant le service concerné.</p> <p>Depuis le 1er janvier 2023, les soumissionnaires ont également la possibilité d'envoyer la copie de sauvegarde par voie dématérialisée via PLACE ou tout outil répondant aux critères réglementaires des communications électroniques.</p> <p>L'outil utilisé doit dans tous les cas garantir l'intégrité des données ainsi que leur horodatage. L'outil doit également offrir une fonctionnalité de gestion des droits en fonction du stade d'avancement de la procédure, afin de ne permettre l'accès aux documents qu'aux personnes autorisées (arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique).</p> <p>NB : L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent nous préciser les conditions d'accès à cet outil de transmission de la copie de sauvegarde s'il diffère de PLACE.</p> <p>En tout état de cause, la copie de sauvegarde est ouverte uniquement dans les cas exposés à l'article 2 II de l'annexe 6 du code de la commande publique fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.</p>	<p>2) The backup copy must be sent either by registered post with acknowledgement of receipt or by hand delivery against receipt to the address of the contracting authority mentioned in Article 1.1 of these tender specifications, indicating the department concerned.</p> <p>Since 1 January 2023, tenderers have also been able to send the backup copy electronically via PLACE or any tool that meets the regulatory criteria for electronic communications.</p> <p>The tool used must in all cases guarantee the integrity of the data and its time stamping. The tool must also offer a rights management feature based on the stage of the procedure, so that only authorised persons have access to the documents (decree of 22 March 2019 on the minimum requirements for electronic means of communication used in public procurement).</p> <p>NB: Candidates are reminded that they must specify the conditions of access to this backup copy transmission tool if it differs from PLACE.</p> <p>In any event, the backup copy is only available in the cases set out in Article 2 II of Annex 6 of the Public Procurement Code, which sets out the terms and conditions for making consultation documents and backup copies available.</p>
---	--

3.3. Confidentialité du candidat

<p>Les informations, mises à la disposition des candidats, par l'EFS, au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers sans préjudice du droit au recours effectif des candidats et de la production en justice des dites informations, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.</p>	<p>3.3. Candidate confidentiality</p> <p>The information made available to candidates by the EFS during the consultation, regardless of its nature and form, is confidential. Candidates undertake not to disclose it, not to communicate it to third parties without prejudice to the candidates' right to effective remedy and to the production of such information in court, not to publish it, and not to make it public in any way whatsoever.</p>
--	---

3.4. Confidentialité de l'EFS et respect du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)

<p>Le caractère confidentiel des informations transmises à l'EFS par les candidats à la présente consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme,</p>	<p>3.4. Confidentiality of the EFS and compliance with the General Data Protection Regulation (GDPR)</p>
--	---

sera strictement préservé. Seules les personnes de l'EFS habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure de marché public en cours en auront connaissance. L'EFS s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse de la candidature et de l'offre soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sauf pour satisfaire l'obligation d'information posée par les articles R.2181-1 et suivants qui s'exerce conformément aux modalités rappelées par l'article L.2132-1 du code de la commande publique.

Il est toutefois précisé que, en ce qui concerne le marché public qui sera signé, celui-ci et les pièces s'y rapportant deviendront des documents administratifs communicables sur le fondement du code des relations entre le public et l'administration, le droit de communication des tiers s'exerçant cependant dans le respect du secret des affaires conformément au code précité.

Les données à caractère personnel des candidats et des soumissionnaires font l'objet de traitements par l'EFS, en tant que responsable de traitement, et dont le siège se situe 20 avenue du Stade France, 93218 La Plaine Saint-Denis Cedex. Ces traitements sont destinés à permettre l'analyse des candidatures et des offres, ainsi que le contact des candidats pendant la passation du marché public.

The confidentiality of information submitted to the EFS by candidates for this consultation, regardless of its nature and form, will be strictly preserved. Only EFS personnel authorised to process such information as part of the ongoing public procurement procedure will have access to it. The EFS undertakes to use the information solely for the purpose of analysing the application and the tender submitted and undertakes not to disclose it or communicate it to third parties, with the exception of its supervisory authorities, or publish it or make it public in any way whatsoever, except to satisfy the information obligation laid down in Articles R.2181-1 et seq., which is exercised in accordance with the procedures set out in Article L.2132-1 of the Public Procurement Code.

However, it is specified that, with regard to the public contract that will be signed, the contract and related documents will become administrative documents that may be disclosed on the basis of the Code of Relations between the Public and the Administration, with the right of third parties to access such documents being exercised in accordance with business confidentiality provisions set out in the aforementioned code.

The personal data of candidates and tenderers is processed by the EFS, as data controller, whose registered office is located at 20 avenue du Stade France, 93218 La Plaine Saint-Denis Cedex. This processing is intended to enable the analysis of applications and tenders, as well as to contact candidates during the public procurement process.